

Unité départementale Rouen-Dieppe

Equipe territoriale

Arrêté préfectoral du 19 JUIN 2026 mettant en demeure la société PROMOTRAME, dont le siège social est situé à LONGROY (76260), de se conformer aux prescriptions édictées en matière d'installations classées pour la protection de l'environnement et en matière de gestion des déchets et infligeant une amende administrative en matière de gestion des déchets.

**Le préfet de la région Normandie, préfet de la Seine-Maritime,
Officier de la Légion d'honneur,
Officier de l'ordre national du Mérite,**

- Vu le livre I, titre 7 du code de l'environnement et notamment ses articles L. 171-7 et L. 171-8 ;
- Vu le livre V, titre 4 du code de l'environnement et notamment son article L. 541-3 et L. 541-45 ;
- Vu le code des relations entre le public et l'administration ;
- Vu la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;
- Vu le décret du Président de la République du 11 janvier 2023 portant nomination de M. Jean-Benoît ALBERTINI, préfet de la région Normandie, préfet de la Seine-Maritime ;
- Vu l'arrêté ministériel du 23 novembre 2005 relatif aux modalités de traitement des déchets d'équipements électriques et électroniques prévues à l'article 21 du décret n° 2005-829 du 20 juillet 2005 relatif à la composition des équipements électriques et électroniques et à l'élimination des déchets issus de ces équipements ;
- Vu l'arrêté préfectoral d'autorisation du 4 septembre 2008 autorisant la société PROMOTRAME située Chemin Moulin Benoît Prolongé à LONGROY à exploiter des activités de récupération et de traitement de matières métalliques recyclables ;
- Vu l'arrêté préfectoral n° 25-049 du 25 septembre 2025 portant délégation de signature à M. Zoheir BOUAOUICHE, secrétaire général de la préfecture de la Seine-Maritime, sous-préfet de ROUEN ;
- Vu les rapports du 11 décembre 2025 de la direction de l'environnement, de l'aménagement et du logement chargée de l'inspection des installations classées ;
- Vu la transmission du projet d'arrêté faite à l'exploitant par courriel du 31 décembre 2025 ;
- Vu la réponse formulée par l'exploitant le 14 janvier 2026 ;
- Vu le rapport du 10 avril 2026 de la direction de l'environnement, de l'aménagement et du logement chargée de l'inspection des installations classées ;

CONSIDÉRANT

que la société PROMOTRAME est dûment autorisée, par arrêté préfectoral du 4 septembre 2008, à exploiter des activités de récupération et de traitement de matières métalliques recyclables sur le site situé Chemin du Moulin Prolongé à LONGROY (76260) ;

que la visite d'inspection du 23 septembre 2025 proposait au préfet des sanctions administratives ;

que suite à la procédure du contradictoire des projets d'arrêté préfectoral d'amende/astreinte et de mise en demeure, l'exploitant a déclaré avoir répondu aux demandes de l'inspection ;

que l'inspection a diligenté une inspection réactive le 29 janvier 2026, afin de vérifier la régularité des actions correctives mises en place par l'exploitant pour parvenir à la conformité ;

que l'inspection a constaté lors de la visite d'inspection du 29 janvier 2026 la présence de nombreux déchets stockés sur une surface d'environ 9 000 m² en bordure immédiate de la Bresle et à proximité d'un plan d'eau, quantité en augmentation par rapport aux constats de la précédente visite ;

que pour rappel cette surface est constituée de deux dalles étanches, une de 4 000 m² raccordée à un bassin et une de 2 000 m² non raccordée à un dispositif de traitement, ainsi qu'une partie non bétonnée ;

que des déchets sans rapport avec l'activité de l'établissement sont stockés sur cette zone (ferrailles, gravats), en contravention avec l'article 3.3.1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 4 septembre 2008 susvisé qui prévoit : *« L'exploitant prend toutes dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation de ses installations [...] pour assurer une bonne gestion des déchets »* ;

que les déchets résultant de l'activité ne sont pas stockés conformément aux dispositions de l'article 3.3.3.1 des prescriptions annexées à l'arrêté préfectoral d'autorisation du 4 septembre 2008 susvisé qui prévoit : *« Les déchets solides ou pâteux produits par l'établissement sont stockés, avant leur valorisation ou leur élimination, dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (notamment prévention d'un lessivage par les eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envols et des odeurs) ni de dangers ou inconvénients... »*. En particulier, plus de la moitié des déchets dont la présence a été constatée ne sont pas protégés du risque de lessivage par les eaux météoriques ;

que par ailleurs, les quantités de déchets stockées sur cette zone de 9 000 m² ont notablement augmenté depuis la visite du 25 septembre 2023, ce qui démontre une absence d'exutoire de valorisation pour ces déchets, et en tout état de cause une mauvaise gestion des déchets en contravention avec les dispositions de l'article 3.3.1 des prescriptions annexées à l'arrêté préfectoral d'autorisation du 4 septembre 2008 susvisé, ces déchets n'ayant pas vocation à être stockés dans la durée ;

qu'il a été constaté que l'exploitant n'a pas réalisé les mesures des impacts liés aux émissions de plomb dans l'atmosphère, ni évalué l'impact sur les sols du site et des terrains extérieurs, ce qui est une non-conformité aux dispositions de l'article 3.2.8 et 5 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 4 septembre 2008 susvisé qui prévoit : *« l'exploitant est tenu de faire réaliser un diagnostic de l'état des sols au regard d'une contamination au plomb qui serait susceptible de poser un problème sanitaire. Les analyses de sol effectuées en l'an 2000 pourront être réutilisées et complétées. Par ailleurs, des analyses supplémentaires d'éléments métalliques seront menées aux endroits où les dépôts les plus importants en plomb auront été constatés. Les éléments recherchés seront : mercure, cadmium, cuivre, aluminium, fer et béryllium... »* ;

qu'il convient de faire application de l'article L. 171-8 du code de l'environnement, et de mettre en demeure l'exploitant d'améliorer la gestion des déchets produits par son activité ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de la Seine-Maritime

ARRÊTE

Article 1^{er}

La société PROMOTRAME à LONGROY, est mise en demeure de :

- respecter les prescriptions des articles 3.2.8, 3.3.1, 3.3.3.1 et 5 des prescriptions de l'arrêté préfectoral du 4 septembre 2008 relatives à la gestion des déchets et aux mesures concernant les impacts du plomb et autres métaux sur l'air et les sols. Ces prescriptions seront réputées respectées si l'exploitant :
 - fait évacuer les déchets stockés sur l'aire de stockage et de manutention de 9 000 m² susvisée, et plus précisément :
 - fait évacuer **sous trois mois** l'ensemble des déchets qui ne sont pas en lien avec l'activité de traitement de déchets d'équipements électriques et électroniques, notamment les gravats, la ferraille
 - fait évacuer **sous six mois** l'essentiel des déchets en lien avec l'activité de traitement de déchets d'équipements électriques et électroniques, notamment les gaines, le papier, la grenaille, les pelures plomb, les câbles. L'exploitant proposera sous 2 mois pour validation à l'inspection des installations classées un plan d'évacuation indiquant les tonnages prévus d'être évacués et les tonnages qui resteront sur site.
 - fait réaliser **sous six mois** un diagnostic de l'état des sols, incluant
 - la description de l'environnement du site (Article 5.2 : définir une zone d'étude recensant les zones récréatives, agricoles, potagères, résidentielles, industrielles ou voies de circulation, a minima dans un rayon de 500 m autour du site, en identifiant les zones présentant un enjeu sanitaire)
 - la définition d'un plan d'échantillonnage (article 5.3 : ajuster les épaisseurs de prélèvement selon le type de sol : sols non remaniés, sols agricoles, sols industriels).
 - la mesure des impacts (article 5.1. : plomb, mercure, cadmium, cuivre, aluminium, fer, et béryllium) sur l'environnement et la santé humaine..

Article 2

Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1^{er} ne serait pas satisfaite dans les délais prévus au même article et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il peut être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions administratives prévues aux articles L. 171-7, L. 171-8 et L. 541-3 du code de l'environnement.

Article 3

Conformément à l'article L. 171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée au tribunal administratif de ROUEN.

Le délai de recours est de deux mois pour l'exploitant à compter du jour où la présente décision lui a été notifiée et de deux mois pour les tiers à compter de la date de publication (article R. 421-1 du code de justice administrative).

Conformément aux dispositions de l'article R. 414-2 du code de justice administrative, les personnes de droit privé autres que celles chargées de la gestion permanente d'un service public non représentées par un avocat, peuvent adresser leur requête à la juridiction par voie électronique au moyen d'un téléservice accessible par le site www.telerecours.fr. Ces personnes ne peuvent régulièrement saisir la juridiction par voie électronique que par l'usage de ce téléservice.

Article 4

Conformément aux dispositions de l'article R. 171-1 du code de l'environnement, l'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture de la Seine-Maritime pendant une durée minimale de deux mois.

Un extrait de cet arrêté est affiché à la mairie de LONGROY pendant une durée minimum d'un mois.

Article 5

Le secrétaire général de la préfecture de la Seine-Maritime, la sous-préfète de l'arrondissement de DIEPPE, le maire de la commune de LONGROY, la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Normandie, ainsi que tous les agents habilités des services précités sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Le présent arrêté est notifié à la société PROMOTRAME.

Fait à ROUEN, le

19 JUIN 2026

Le préfet,

Pour le préfet et par délégation,

la secrétaire générale adjointe



Hélène HESS